

Champ(s) de formation Sciences économiques et management (avis sur le projet)

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'un champ (domaine) de formations (projet). Champ(s) de formation Sciences économiques et management (avis sur le projet). 2017, Université de Strasbourg. hceres-02026702

HAL Id: hceres-02026702

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02026702>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des
formations



Rapport

Champ de formation
pour le prochain contrat 2018-2022

Sciences économiques et
management

Université de Strasbourg

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

Rapport publié le 21/12/2017

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Rapport réalisé en 2017 sur la base d'un dossier déposé en septembre 2017

Présentation du champ

Le champ *Sciences économiques et management (SEM)* de l'Université de Strasbourg (Unistra) regroupe l'ensemble des formations en économie et gestion des deux composantes du collégium éponyme : la faculté de sciences économiques et de gestion (FSEG) et l'École de management de Strasbourg - Institut d'administration des entreprises (EM-IAE). Ces deux composantes partagent le même bâtiment qui est situé à Strasbourg. L'Institut d'études politiques (IEP) participe également au champ en y dispensant une de ses mentions de master (mention *Finance*). Ce champ existait dans la précédente offre de formation. Il passe cependant de 16 à 13 formations du fait du départ de nombreuses licences professionnelles vers d'autres champs. Il comporte une licence généraliste portée par la FSEG, une licence professionnelle portée par l'EM-IAE et 11 mentions de master dont une en création (cf. intitulés dans le tableau en fin de rapport). La mention *Finance* est portée par l'IEP mais certains parcours sont dispensés par la FSEG ou l'EM-IAE. Trois mentions de master sont portées par l'EM-IAE, la mention *Management*, la mention *Comptabilité - contrôle - audit (CCA)* et la mention *Management et administration des entreprises*. Les autres mentions sont portées par la FSEG. Ces formations s'appuient sur trois laboratoires de recherche : le Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA) rattaché à la FSEG, le laboratoire Humans and management in society (HuManiS) et Laboratoire de recherche en gestion et économie (LaRGE) rattachés à l'EM-IAE. Ces laboratoires forment leurs docteurs dans le cadre de l'école doctorale *Augustin Cournot* qui regroupe les doctorats de l'Unistra concernant les sciences de la société.

Avis sur la cohérence du champ

Le champ est cohérent sur le plan thématique, avec un périmètre clairement défini. Il est souvent difficile de distinguer les formations en économie et en gestion qui ont le même objet de réflexion : les agents économiques.

La présence des deux composantes dans le même bâtiment est une bonne chose pour inciter à leur rapprochement. Celui-ci ne semble pas cependant avoir été très poussé. C'est sans doute dû à la présence de deux composantes aux réalités différentes, avec des différences importantes sur la manière de concevoir l'enseignement supérieur (sélection, coût, objectifs de poursuite d'études en bac+3), destiné à des publics différents, avec des attentes et des parcours spécifiques. Ceci n'est pas forcément négatif si les deux composantes parviennent à collaborer et sont plus complémentaires que concurrentes. De ce point de vue le dossier signale des « changements de direction » favorables à une plus grande collaboration mais le dossier manque d'éléments concrets pour en attester, que ce soit dans le passé ou dans le projet.

Selon le dossier les différences sont plus marquées en licence qu'en master, mais si le dossier précise la spécificité de la licence *Economie et gestion* de la FSEG, celle des bachelors de l'EM-IAE n'est pas présentée. C'est une faiblesse du dossier, même si les bachelors ne font pas l'objet d'une évaluation par le Hcéres, puisque on ne peut juger ainsi de la cohérence du dispositif post bac de l'Unistra. Il en est de même du dispositif master puisque seuls les masters universitaires portés dans le cadre de l'IAE sont présentés. Les masters du programme grandes écoles ne le sont pas.

La pertinence et la cohérence du champ par rapport aux autres champs de l'établissement sont relativement bonnes puisque les autres champs s'adossent à des thématiques différentes. Cependant le choix d'affecter les licences professionnelles des instituts universitaires de technologie professionnels (IUT), quelle que soit leur spécialité, au champ *Sciences, ingénierie, technologie* est contestable pour certaines d'entre elles. Il s'agit de licences professionnelles centrées sur le management et délivrées par des départements tertiaires (*Métiers du commerce international, Management et gestion des organisations, Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et paie*). Il en est de même pour la licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle* affectée au champ *Droit, administration, sociétés*. Ces licences professionnelles sont essentiellement des

licences de management dont le rapport avec les thématiques des champs de rattachement reste éloigné. De ce point de vue la logique de composante nuit à la cohérence thématique. De fait, il ne reste plus qu'une licence professionnelle dans le champ. N'y-a-t-il pas là un problème de visibilité pour les licences professionnelles en management qui font l'objet d'une demande importante ?

Dans le dossier sur le projet, la cohérence et la pertinence du champ par rapport à l'environnement socio-économique et l'environnement recherche n'est pas évoquée. Cependant, en l'absence de changements sur ces aspects, on peut supposer que la bonne qualité de l'insertion dans le milieu socio-économique (nombreux partenariats, bons débouchés) ne devrait pas être remise en cause. De même que ne devrait pas être remise en cause la qualité des trois laboratoires de recherche et l'adéquation entre leurs thématiques et celles des masters du champ.

On trouve peu de choses dans le dossier de présentation du projet à propos des évolutions suite aux recommandations faites par le Hcéres lors de l'évaluation du bilan. Il faut aller dans les fiches de présentation des mentions pour trouver des éléments. En ce qui concerne les recommandations à caractère opérationnel, les évolutions sont peu nombreuses à ce stade. Il est encore tôt pour en conclure qu'elles ne seront pas prises en compte. Elles pourront l'être dans le cadre stratégique défini.

Par contre, au niveau stratégique, l'évolution de la structure de l'offre de masters montre que l'établissement a pris en compte les analyses et recommandations au moins partiellement, même si au niveau master les évolutions de la structure de formation se font essentiellement à l'intérieur de chaque composante mais ne transcendent pas celles-ci comme suggéré par le Hcéres. Le Hcéres suggérait une modification de cette structure qui permettrait d'éliminer toute concurrence et favoriser les coopérations et synergies d'une composante et d'un laboratoire à l'autre. En dehors de la mention *Finance*, la structure des formations reste dominée par une logique de composante. La recherche de coopérations et de synergies reste ainsi perfectible.

Dans la nouvelle structure, les parcours ayant trait à la finance sont désormais tous regroupés au sein de la mention *Finance*, à l'exception notable du parcours *Chargé d'affaires entreprises (CAE)* qui reste rattaché à la mention *Monnaie, banque, finance, assurance (MBFA)*. Ainsi la mention *Finance* résulte désormais d'une coopération entre les trois composantes participant au champ, le portage étant assuré par l'IEP. Si les différents parcours de la mention *Finance* ne semblent plus se concurrencer, le parcours *CAE* semble rester concurrent du parcours *Conseiller en clientèle professionnelle (CCPRO)* de la mention *Finance*. Cette situation est d'autant plus curieuse que ces deux parcours disposent d'une même première année de master (M1) comme tronc commun et font tous deux l'objet d'un partenariat avec le Centre formation de la profession bancaire (CFPB). L'autre parcours de la mention *MBFA*, le parcours *Assurances et gestion des risques (AGR)*, est désormais clairement tourné vers le secteur et les métiers de l'assurance. Il n'a que peu, voire très peu de points communs avec le parcours *CAE*. Ainsi, le rattachement du parcours *CAE* à la mention *MBFA* plutôt qu'à la mention *Finance* ne semble pas judicieux et sa différenciation avec le parcours *CCPRO* reste insuffisante dans l'état actuel du dossier.

Une seconde recommandation du Hcéres était de regrouper en une seule spécialité les mentions liées à la double compétence et de prévoir un M1 pour ces spécialités. Cela a été fait au niveau de l'EM-IAE. Certes, le master *Management de l'innovation* conserve une dimension double compétence notamment au travers du parcours *Ingénierie des projets innovants*, mais le rattachement de ce parcours à la mention *Management de l'innovation* trouve sa logique.

Le Hcéres suggérait également le regroupement en une seule mention des spécialités en relation avec l'international. Cela n'est pas prévu dans le nouveau projet.

Dans son analyse, le Hcéres regrettait que les mentions de master *Management des projets et des organisations (MPO)* de la FSEG et *Management* de l'EM-IAE posent des problèmes de cohérence et d'hétérogénéité de leur organisation, nuisant à leur visibilité, en faisant plus une juxtaposition de spécialités que de véritables mentions proposant une offre coordonnée autour de thématiques communes. Pour répondre à cela, au sein de la FSEG la mention *MPO* a été partagée en plusieurs mentions. L'EM-IAE a choisi de conserver une mention *Management* comprenant toujours des parcours aux thématiques différentes : gestion des ressources humaines, contrôle de gestion, marketing, création d'entreprise, logistique, etc. L'EM-IAE se défend d'en faire une juxtaposition de parcours en arguant de l'existence d'organes de pilotage de la mention et d'unités d'enseignement (UE) communes. Ce n'est pas totalement convaincant, la fiche de présentation de la mention citant des conseils de perfectionnement au niveau des parcours et des organismes de pilotage au niveau de l'EM-IAE dans son ensemble. On peut se demander pourquoi l'EM-IAE n'a pas choisi de donner plus de visibilité à ses mentions de master en dissociant par exemple le marketing, la gestion des ressources humaines et le contrôle de gestion conformément à la logique de la nouvelle nomenclature des mentions de master. L'EM-IAE maintient également pour la mention *Management* la possibilité de faire le M1 uniquement par le biais de l'apprentissage « du fait de la présence à l'Unistra d'importants M1 en sciences économiques et gestion et en administration économique et sociale ».

L'inscription du champ dans la politique et la stratégie de l'Unistra ne peut être évaluée, le dossier fourni n'abordant pas cette question.

Avis sur le pilotage du champ et sur ses dispositifs opérationnels

La logique de composante qui domine dans la structuration du champ, en dehors de la mention *Finance*, favorise peu la coordination des formations, la mutualisation des enseignements et des équipes pédagogiques. On note cependant que des efforts sont prévus dans ce sens dans le projet de l'Unistra, avec le souhait affiché de mise en place d'une instance de pilotage au niveau du collégium. Même si, comme prévu, les instances décisionnelles restent les conseils des composantes, cantonnant le rôle de l'instance de pilotage à la concertation, l'échange et l'incitation, on ne peut que saluer cette initiative et vivement souhaiter qu'elle se mette réellement en place.

Le dossier évoque la mise en place au niveau de l'Unistra d'un Institut de développement et d'innovation pédagogiques dont on ne sait presque rien. En revanche le dossier évoque de manière convaincante le développement de nombreux dispositifs d'innovation pédagogique et d'aide à la réussite propres à l'EM-IAE ou à la FSEG. Ainsi, l'innovation pédagogique semble être un point fort du champ mais toujours dans une logique de composante.

La participation des étudiants et des diplômés au pilotage des formations n'est pas évoquée dans la présentation du champ et est peu abordée dans les fiches de présentation de chaque mention. Tout ce que l'on peut en dire, c'est que la pratique de conseils de perfectionnement, avec la présence d'étudiants, semble se généraliser (sauf peut-être pour la mention *MBFA* qui ne signale pas la présence d'étudiants dans ses conseils de perfectionnement), tout comme l'évaluation des enseignements par les étudiants.

La participation du champ aux dispositifs de management de la qualité de l'Unistra n'est évoquée que dans les fiches de formation des mentions correspondant à l'ancienne mention *MPO*. Les fiches de ces mentions (*Gestion de production, logistique, achats, Management de l'innovation, Management et commerce international, Qualité, hygiène, sécurité*) évoquent une démarche qualité devant déboucher sur une certification « en adéquation avec les exigences de la future charte qualité de l'Unistra » (qui n'est pas mentionnée dans le dossier de présentation du projet du champ). Notons également que l'EM-IAE dispose de plusieurs certifications qualité : la certification Qualicert du réseau des IAE et des accréditations internationales telles qu'*Association to advance collegiate schools of business (AACSB)*.

La capacité d'autoévaluation du champ n'est évoquée ni dans le dossier de présentation du champ ni dans les fiches de présentation des mentions. Dans son évaluation de l'offre passée, le Hcéres notait déjà la faiblesse des informations fournies par l'Unistra à ce propos.

A propos de l'international, dans l'évaluation du champ pour la précédente période, le Hcéres signalait une relative déception quant au contenu du dossier. On y trouvait un développement international affiché ne dépassant pas les standards nationaux, quand bien même la position géographique de Strasbourg à proximité de plusieurs frontières aurait dû favoriser les échanges internationaux et le développement d'une dimension transfrontalière. Le dossier de présentation du champ insiste particulièrement sur l'internationalisation des formations, corrigeant l'impression laissée lors de l'évaluation de la précédente période, de manière radicale pour l'EM-IAE, plus relative pour la FSEG. Ainsi l'EM-IAE a clairement mis l'internationalisation de ses formations au cœur de sa stratégie, en faisant son principal facteur de différenciation. On y trouve un grand nombre de partenariats, notamment mais pas uniquement au niveau européen, une mobilité entrante et sortante de la licence au master supérieure à 400 étudiants, une offre importante d'enseignements en langue anglaise, un parcours germanique, un module européen, des dispositifs pédagogiques permettant l'apprentissage de dix langues, un dispositif de préparation à la mobilité etc. L'EM-IAE s'avère ainsi occuper une position de leader quant au développement des échanges internationaux. Cette position devrait encore se renforcer puisque le dossier présente plusieurs projets de développement, avec notamment l'élargissement de l'offre de parcours trilingue français-anglais-allemand accentuant une dimension transfrontalière déjà bien présente. Même si la FSEG reste en retrait de ce point de vue, ses échanges internationaux sont relativement développés avec toutefois une dimension transfrontalière perfectible. La FSEG dispose de plus de 150 partenariats et affiche une mobilité internationale avoisinant les 100 étudiants à l'entrée comme à la sortie. Notons cependant que le potentiel reste incomplètement exploité puisque le nombre de départs reste sensiblement inférieur au nombre de partenariats. On note la présence de cours en anglais et en allemand, de parcours de masters tournés vers l'international dont un parcours de master faisant l'objet d'une

double-diplomation, d'un parcours de troisième année de licence entièrement en anglais et d'une double licence *Gestion / Langues étrangères appliquées*.

Les formations

Intitulé de la mention	L/LP/M	Etablissement(s)	Remarque(s)
Économie et gestion	L	Université de Strasbourg	
Commerce et distribution	LP	Université de Strasbourg	
Analyse et politique économique	M	Université de Strasbourg	
Comptabilité - contrôle - audit	M	Université de Strasbourg	
Finance	M	Université de Strasbourg	
Gestion de production, logistique, achats	M	Université de Strasbourg	
Innovation, entreprise et société	M	Université de Strasbourg	Création
Management	M	Université de Strasbourg	
Management de l'innovation	M	Université de Strasbourg	
Management et administration des entreprises	M	Université de Strasbourg	
Management et commerce international	M	Université de Strasbourg	
Monnaie, banque, finance, assurance	M	Université de Strasbourg	
Qualité, hygiène, sécurité	M	Université de Strasbourg	

Observations de l'établissement

Champ de formations Sciences économiques et
management

Observations relatives à l'avis du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur

Michel DENEKEN
Président

La reconfiguration de la mention Finance (FSEG/EM Strasbourg/IEP) à compter de la rentrée 2018 propose deux parcours de M2 à l'IEP (Finance d'entreprise et pratique des marchés financiers ; Corporate strategy and finance in Europe) et deux parcours de M2 à l'EM Strasbourg (Conseiller en clientèle professionnelle ; Audit financier et opérationnel). Dans ce contexte, la FSEG et l'EM Strasbourg ont convenu avec l'accord de l'IEP faire porter pour le prochain plan quadriennal 2018 le M1 Finance par l'EM Strasbourg à la place de la FSEG car celle-ci ne propose plus de M2 dans cette mention.

Sur l'école doctorale Cournot, elle n'est pas l'école de l'université pour toutes les sciences de la société mais uniquement pour l'économie, la gestion et l'histoire des sciences.

Strasbourg, le 06/12/2017

Michel DENEKEN

Cabinet de la Présidence

Bât. Nouveau Patio
20a, rue Descartes

Adresse postale :

4 rue Blaise Pascal
CS 90032
67081 Strasbourg Cedex
Tél. : +33 (0)3 68 85 70 80/81
Fax : +33 (0)3 68 85 70 95

www.unistra.fr